

Développement durable

Le Gabon : enrichir l'architecture nouvelle de la finance verte

Innocent M'BADOUA  
Libreville / Gabon

UNE délégation gabonaise de haut niveau a participé, mardi dernier, à Paris, à un panel technique sur l'action climat. Les échanges dudit panel avaient pour intérêt d'accélérer les actions concrètes en matière de financement du climat. Plus précisément, les experts devraient formuler des pistes concrètes visant à matérialiser les financements verts. Car pour les participants, seul de l'argent cash peut encourager les États et les entreprises de chaque pays à atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz. Prenant part aux débats, Régis Immongault, ministre de l'Economie, en charge du développement durable, a relevé « l'engagement du Gabon pour le financement du climat. » Ajoutant : « le changement climatique est un risque majeur pour les pays en développement. C'est aussi



Photo : D.R.

Laurent Fabius (d), l'artisan de l'Accord de Paris, et le collège des experts du Gabon, au sortir du panel technique.

une opportunité pour un développement durable.» Avant d'insister « sur le besoin de transparence au service du climat. » Au-delà des approches conceptuelles et analytiques, le ministre de l'Economie a invité la communauté internationale à intégrer les principes de développement durable, dans la gouvernance des États et des entreprises. Cela suppose qu'il faut repenser les modèles de production, ainsi que les indicateurs clés qui

composent les tableaux de bord de pilotage de l'action publique, et de gestion des entreprises. C'est pourquoi, lors de la Journée mondiale de la finance verte, le ministre Immongault a martelé : « seule l'innovation peut nous permettre de nous adapter à cette nouvelle réalité environnementale qu'est le réchauffement climatique. » Cette innovation à laquelle fait référence M. Immongault doit être globale. Elle va porter d'abord, à l'échelle d'un pays, sur

l'appropriation des savoir-faire et technologies permettant de créer des activités économiques moins polluantes et réductrices du réchauffement de la planète. Au niveau d'une entreprise, cette innovation pourrait porter sur les types de production, mais aussi les process. Un exemple : le calcul des indicateurs de performance ou leur reformulation est un exemple de mécanismes qui sont matière à réflexion. Beaucoup d'investisseurs et ban-

quiers s'appuient sur le ROI (retour sur investissement, c'est-à-dire la durée qu'il faut à un investisseur pour récupérer l'argent investi) pour décider de financer. Or, les projets de développement durable sont à très long terme, et les indicateurs, tels que le ROI sont difficiles à apprécier dans cette durée. L'enjeu aujourd'hui est de savoir "comment faire aimer la durabilité aux directeurs financiers", a indiqué un participant. Aujourd'hui, lorsqu'on invite les entreprises à s'investir dans la durabilité, l'argument présenté est moral et social : la responsabilité sociétale des entreprises. Or, il faut de nouveaux indicateurs tels que le calcul de l'empreinte écologique (pollution découlant d'une activité), pour que la finance classique s'adapte aux mécanismes de la finance verte. Et le Gabon compte y verser sa contribution à la construction de cette architecture nouvelle de la finance verte.

Brèves

**Gabon/ Accord de financement avec l'Agence française de développement (AFD)**  
Le Gabon et l'AFD signent aujourd'hui, à Libreville, une convention de financement d'un montant de 50 millions d'euros (32 milliards 750 millions de francs). Ce financement vise à apporter un appui à la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire du Gabon dans sa phase 2. Ainsi, cet appui permettra, entre autres, de réhabiliter, construire et équiper des structures sanitaires dans la Ngounié, l'Ogooué-Ivindo, le Woleu-Ntem et le Haut-Ogooué.

**Maroc/ Lancement de 26 projets d'investissement dans l'industrie automobile**  
Le Maroc a procédé au lancement de 26 investissements industriels dans le secteur de l'automobile, pour un montant global de 13,78 milliards de dirhams (environ 600 milliards de francs). C'était ce lundi 11 décembre 2017 à Casablanca, en présence du Roi Mohammed VI. A cet effet, cinq documents relatifs à des conventions d'investissement ont été signés avec des constructeurs et équipementiers automobiles français pour l'implantation de 26 usines de sous-traitants automobiles. Celles-ci permettront la création de 11 568 emplois directs.

**Cameroun/ Le gouvernement et le PAM lanceront une croisade contre la faim**  
Dès janvier 2018, le bureau local du Programme alimentaire mondial (PAM) et le gouvernement camerounais lanceront officiellement le plan stratégique pays (PSP) 2018-2020, qui vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, officiellement considérées comme étant les plus pauvres du pays. Pour ce faire, les deux parties ont convenu de la mobilisation d'une enveloppe globale estimée à 183 millions de dollars, soit près de 102 milliards de francs Cfa, a annoncé Abdoulaye Balde, le représentant résident du PAM au Cameroun.

**Côte d'Ivoire/15 millions de francs pour chaque soldat ayant accepté de quitter volontairement les troupes**  
Le gouvernement ivoirien s'engage à verser une prime de 15 millions de francs CFA (25 782 dollars) à chacun des soldats ayant volontairement accepté de partir à la retraite le 31 décembre prochain, apprend-on de l'agence Reuters. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du dégraissage d'une armée devenue trop pléthorique (25 000 soldats), et la source de plusieurs mutineries en début d'année. A l'horizon 2020, la Côte d'Ivoire prévoit de réduire l'effectif de son armée de plus de 4 400, à raison de 1 100 militaires par an.

Rassemblées par W.N.

One Planet Summit

La société civile pour l'abandon des énergies fossiles

I. M'B.  
Libreville / Gabon

CEUX qui suivent les conclaves mondiaux en faveur du climat s'imaginent aisément que les activistes de la société civile ne pouvaient rester indifférents à la rencontre de Paris. En marge du "One Planet Summit", ils ont organisé des réflexions qui prennent à contre-pied les propositions des banquiers. En effet, alors que le président français Emmanuel

Macron a lancé un "One Planet Summit", à Paris pour marquer le deuxième anniversaire de l'Accord de Paris, des militants du monde entier ont demandé aux gouvernements de relever le défi des combustibles fossiles. A noter que le sommet du 12 décembre a été précédé d'une «journée spéciale du financement du climat», et attiré des centaines de représentants des médias, du monde des affaires et des dizaines de chefs d'État. Il vise à accélérer le déploiement de l'Accord de Paris en fournissant une plate-

forme pour de nouveaux partenariats publics et privés, en faveur de la finance climatique. Les activistes ont publié un rapport sur ce qu'ils appellent la "Douzaine" - douze exemples de projets de combustibles fossiles extrêmes qui reçoivent toujours un soutien financier de la Banque mondiale, des banques multilatérales de développement et des agences de crédit à l'exportation-. Avec de telles institutions fournissant 71,8 milliards de dollars par an de financement public pour les combustibles fos-

siles et seulement 18,7 milliards de dollars de financement public pour l'énergie propre, les militants estiment que le défi de maintenir le seuil de température de 1,5 °C de l'Accord de Paris sera perdu, dans quelques années. La société civile a soutenu que l'urgence du changement climatique, qui se produit plus rapidement que prévu et pourrait entraîner un réchauffement de 4°C d'ici 2100, exige un abandon immédiat du financement des projets d'exploration pétrolière et

gazière, des mines de charbon et des centrales au charbon. « Si les gouvernements et les entreprises sont sincères dans leur engagement envers les objectifs de l'Accord de Paris, ils cesseront de financer des projets énergétiques polluants et nocifs partout dans le monde, et accepteront plutôt leur responsabilité de fournir des financements publics pour lutter contre le changement climatique », a dit Meena Raman du Third World Network.

Intégration et commerce sous-régionaux

Société civile et parlementaires appelés à s'investir

F.B.E.M  
Libreville/Gabon

UN atelier national de renforcement des capacités des parlementaires et des acteurs de la société civile d'Afrique centrale, ouvert samedi dernier, a clos ses travaux lundi dernier, à l'hôtel Hibiscus de Louis, à Libreville. Il avait pour objectif d'informer, de former et de mobiliser les participants autour d'enjeux tels que l'amélioration des échanges commerciaux dans la sous-région, et l'adoption de positions communes sur les Accords de partenariat économique



Photo : F.B.E.M

Les participants à la rencontre de Libreville.

(APE) qui lient la région d'Afrique centrale au reste du monde. Le cas des APE Union Européenne-Afrique-Caraïbes-Pacifique (UE-APC).

Cet atelier a été chapeauté par le Réseau des plates-formes nationales des ONG d'Afrique centrale (Repongac). Son coordonnateur régional, Robert Mabala, a

appelé les participants à travailler en réseaux, pour mettre en place des stratégies communes qui influenceraient un peu plus l'intégration sous-régio-

nale. Ce, en aidant, pourquoi pas, les économies de nos pays à s'organiser de manière complémentaire, et non concurrentielle. Quant à l'accord de libre-échange UE-ACP, et dont le Cameroun est seul signataire en Afrique centrale, les participants ont estimé qu'il est désavantageux, en l'état actuel, pour les économies sous-régionales. Notamment, avec la baisse des taxes et impôts douaniers qu'il entraîne. Aussi, ont-ils souhaité conclure des accords sectoriels avec l'Union Européenne. Comme ils ont avancé l'idée de privilégier des zones de libre-échange inter-africaines.